

Œufs cassés sans omelette

La réussite de la production avicole est un cas aussi rare qu'exemplaire en Martinique. Cette spéculation agro-industrielle est quasiment la seule à s'être structurée et développée sans pour autant émarger au POSEI ou à l'interprofession. Sans subvention, elle n'en arrive pas moins à couvrir près de 80% des besoins du marché local en œufs frais. Une donne fondamentale pour le consommateur en Martinique, tant en matière de fraîcheur que de traçabilité.

La production d'œufs à couver semblait vouée à un destin similaire. Mais des coups de becs et d'ergots, tant de politiques que de chefs de coopératives claniques, risquent de replacer la Martinique en situation de dépendance par rapport à l'extérieur.

La production d'œufs locaux est d'autant plus importante que nous sommes à l'heure des œufs contaminés au Fipronil¹. Un nouveau scandale alimentaire parti des Pays-Bas et qui s'étend à divers pays européens importateurs desdits œufs.

Cependant, si la production d'œufs frais à consommer est une incontestable réussite, celle d'œufs à couver -qui aurait pu emprunter, elle aussi, la voie du succès- bat aujourd'hui de l'aile.

Marc SEGUR est un éleveur, au parcours atypique, ayant choisi de s'installer en aviculture, afin d'approvisionner la filière martiniquaise en poussins destinés à devenir des poulets de chair. Cet ancien gendarme a un visage de procès-verbal. Mais, son air un peu renfrogné, de prime abord, se fait plus avenant dès lors qu'il parle de son deuxième métier dans... le poulet ! Pourtant, l'amertume n'est pas très loin...



Photo : Guy FLANDRINA



Marc SEGUR

Photo : G. F

En décembre 1996, il arrive à la SCAM (Société coopérative de production avicole) au Morne-Rouge dont il est l'un des administrateurs. Un contentieux oppose déjà celle-ci au COPES (Centre d'Ouverture Psychologique et Sociale), laquelle est propriétaire d'un abattoir pour volailles à Saint-Pierre.

La SCAM initie un partenariat avec PROMA (Ets MUSSARD) et ils reprennent le fonds de commerce de l'abattoir de Saint-Pierre qui loue

ses bâtiments aux mains du diocèse. Marc SEGUR est, entretemps devenu président de

¹ Fipronil : une molécule, permettant d'éliminer le pou rouge, interdite dans le traitement des animaux destinés à la chaîne alimentaire.

la SCAM (1997/98) et y siégera en tant qu'administrateur jusqu'à 2007. Son objectif est triple : « remettre en route la production, augmenter cette dernière et régler les difficultés financières afin que les éleveurs soient rémunérés ». Une rigueur quasi-militaire semble de mise. PROMA puis MNA préfinancent les activités de la coopérative, ce qui permet à la SCAM d'atteindre, en grande partie, ses buts.

Dès lors, l'on assiste tant à une diminution des achats de poussins à l'extérieur qu'à celle des coûts.

Il devient urgent de quitter les bâtiments pierrotains dont l'évêché a besoin.



Photo : Guy FLANDRINA

La société MADAS, créée en 2004 à l'initiative de Marc SEGUR, s'installe au Saint-Esprit au lieu-dit Peter MAILLET. Son fils David et lui-même en sont les associés majoritaires auprès desquels la provenderie MNA détient 17% du capital. Ce couvoir offre désormais la possibilité de multiplier par deux la production de poussins et donc d'éleveurs de poulets dans l'île. Il vise à mettre sur le marché pas moins de 30.000 poussins/semaine. Mais la production réelle plafonnera entre 15.000 à 18.000 poulets/semaine. Marc SEGUR quitte alors la



Dessin de Pancho, paru dans le France Antilles du 16-08-2017

Toutes les conditions semblent donc réunies afin que cette production prenne son envol en Martinique et vienne couvrir la demande des producteurs.

Fragilité d'œuf

Mais, en 2009, les œufs sont comme brouillés entre le couvoir de Peter MAILLET et la SCAM. MADAS qui n'est pas payée stoppe ses livraisons à la coopérative. Elle déplore avoir « une créance d'un montant de 220.000 € sur la SCAM qui ne l'honore pas », alors que « tous les autres intervenants de la filière sont, eux, payés ».

Ange MILIA, président de la SCAM -affiliée à MADIVIAL-, plutôt que de négocier un échéancier, décide alors de boycotter le couvoir, de Peter MAILLET au Saint-Esprit.

Dès lors, des poussins sont importés par avion alors que la production locale périclité ! MADAS accumule des impayés. Le licenciement des salariés et la fermeture de l'entreprise sont inévitables.

Le couvoir boycotté a pourtant bénéficié, à l'époque, d'une aide régionale. Or, paradoxalement, le président de la Région, Serge LETCHIMY, et les élus de la majorité régionale soutiennent la construction d'un nouveau couvoir, celui de BONTEMPS LACOUR

présidence de la SCAM afin de se consacrer à ses propres affaires. Son couvoir a une capacité suffisante pour fournir en poussins la totalité des producteurs avicoles de la Martinique.

Toutes les conditions

–situé également dans la commune du Saint-Esprit– au bénéfice de la SCAM-MADIVIAL (voir article : *Un scandale d'Etat !*).

Une décision du Tribunal de Grande Instance (03/12/2013) fait obligation à MADIVIAL –qui a absorbé la SCAM– de régler la dette (les 220.000 €) de cette dernière dans les livres de MADAS.

Aujourd'hui, Marc SEGUR se voit l'objet de « pressions multiples, notamment de la part de l'administration ».

Elles sont destinées à le contraindre de céder son couvoir à MADIVIAL au motif que « des subventions ont été perçues par MADAS pour la construction des bâtiments d'exploitation ».

L'aberration, c'est qu'actuellement des subventions sont réclamées pour l'importation de poussins qui pourraient largement être produits en Martinique.

Parallèlement, l'on assiste à une hausse de la subvention sur l'œuf à couvrir importé. En effet, MADAS percevait une subvention de 17 centimes par œuf à couvrir qu'elle reversait aux éleveurs, par poussin livré. La subvention indirectement allouée aux producteurs était de l'ordre de 80 à 90% du montant perçu. Quant au poussin importé, il n'était l'objet d'aucune subvention dans la comptabilité de MADAS. Par contre, la subvention perçue par MADIVIAL est de 45 centimes par œuf à couvrir et de 48 centimes par poussin livré.



Malgré les imbrications politico-financières d'une fraction autonomiste du pays, la question qui se pose est de savoir : si de toutes ces manœuvres ne résultent pas, dans les faits, une accentuation de la dépendance de la Martinique vis-à-vis de l'Hexagone, tout en renforçant son addiction aux subventions européennes ?

Guy

FLANDRINA

Le couvoir de MADIVIAL à Bontemps Lacour

Photo : G. F